

The press review

16-28 February 2015

Prepared by Transparency International Luxembourg

Disclaimer

Cette revue de presse est compilée par Transparency International Luxembourg. Les idées et opinions exprimées dans les articles cités sont fournies à titre d'information uniquement et ne représentent pas les idées et opinions de Transparency International Luxembourg, qui s'en distance formellement. La véracité et l'exactitude des documents repris ou cités dans cette revue de presse n'a pas été confirmée par Transparency International Luxembourg. Pour toutes questions concernant ce service, nous vous prions de bien vouloir contacter notre bureau au numéro de téléphone 26 38 99 29 ou par e-mail au secretariat@transparency.lu.

Information importante « hotline anti-corruption »

Nous vous rappelons que nous avons mis en place une « hotline » qui permet d'obtenir aide et assistance gratuite pour les particuliers pour tout fait constitutif de corruption au sens large ou de trafic d'influence (en tant que victime ou de témoin).

Vous pouvez nous joindre à cet effet par téléphone au numéro 26 38 99 29, par email info@transparency.lu ou alors directement en nos bureaux situés au 11C, Bd. Joseph II, Luxembourg.

NATIONAL NEWS

paperJam Business zu Lëtzebuerg

EN VUE D'UN TRAVAIL D'EXPLOITATION SCIENTIFIQUE

Données du Srel: une loi spéciale sera nécessaire

AUJOURD'HUI 12:10 20 février 2015 Par Frédéric Antzorn



Alex Bodry l'assure: il faudra une loi spéciale pour exploiter scientifiquement les archives des services secrets luxembourgeois. (Photo: Julien Becker / archives)

L'exploitation scientifique des archives du Service de renseignements de l'État (Srel) sera conditionnée par l'adoption d'une loi spéciale pour contourner celle relative à la protection de la confidentialité des données personnelles.

La commission de contrôle du Service de renseignements de l'État a enfin pu avoir ce jeudi, après un double report de ce rendez-vous, une entrevue avec Roland Jahn, responsable de l'autorité allemande en charge de l'exploitation des archives de la Stasi, l'ancienne police politique est-allemande.

L'objectif de cette réunion présidée par le député Alex Bodry (LSAP) était de prendre connaissance de la pratique allemande en la matière, dans le cadre de l'exploitation de données – dont des dossiers personnels – réunies par le Srel entre 1960 et le milieu des années 1980, conservées aux Archives de l'État.

Confidentialité des données

Si depuis deux ans chaque citoyen dispose de la possibilité de s'informer, par le biais du Parquet général, sur l'existence ou non d'un dossier le concernant, ces dossiers ne peuvent en l'état actuel des choses, de par la loi sur la protection de la confidentialité des données personnelles, être consultés par des tiers.

«Par la simple application du droit commun, ce travail scientifique préconisé par le rapport qu'avait fourni la commission d'enquête ne peut donc être aujourd'hui réalisé», a confié Alex Bodry à Paperjam.lu.

Seule solution selon lui, le vote d'une loi spéciale, avant laquelle il faudra d'abord déterminer jusqu'où aller dans la mise à disposition des historiens de ces archives – données personnelles ou anonymisées – à travers différentes législations «dont celles de l'information, de la transparence mais également des droits de l'homme», a encore précisé Alex Bodry.

Deltour, petit auditeur et homme tranquille

AUJOURD'HUI 14:00

Par Véronique Poujol



Antoine Deltour à gauche avec Daniel Lebègue, président de Transparency International France, lors de la présentation du film «The Price we Pay». [\(Photo: The price we pay / Facebook\)](#)

Antoine Deltour, le «lanceur d'alerte» à l'origine du scandale LuxLeaks¹, s'est exprimé dans la presse anglophone, dans le Financial Times où il se défend d'être un martyr, et auprès de l'agence Bloomberg qui le décrit comme un homme tranquille. L'ancien employé de PwC Luxembourg se présente lui-même comme un «petit auditeur» qui a agi dans l'intérêt public.

Antoine Deltour, l'ex-auditeur de PwC Luxembourg qui a quitté la firme en copiant des données sur des accords fiscaux entre des multinationales, clientes de la firme, et l'Administration des contributions directes luxembourgeoise, internationalise sa communication.

Il a accordé coup sur coup cette semaine deux interviews à la presse anglophone. Une première au Financial Times dans laquelle il se défend d'être un martyr, après son inculpation pour, entre autres, vol, accès frauduleux à une base de données et blanchiment par la justice luxembourgeoise. Et un second entretien, accordé à l'agence Bloomberg, où il se décrit lui-même comme «seulement un petit auditeur» qui est devenu l'ennemi public numéro 1 au Luxembourg et risque jusqu'à 10 ans de prison pour son geste.

«Ce que j'ai fait relève de l'intérêt public. Je ne comprends pas comment je pourrais être victime d'une lourde peine lorsque j'ai agi dans l'intérêt général», explique le jeune homme

qui se présente comme un «gars normal». Il dit avoir ressenti les pratiques d'optimisation fiscale à une échelle industrielle avec des firmes soumises à un taux effectif d'impôt de «seulement 2 à 3%» comme une «injustice». «J'ai ressenti, assure-t-il, l'injustice, pas de colère, mais l'injustice. Dans une période où la plupart des Européens étaient confrontés à des difficultés pour percevoir les impôts afin d'équilibrer leurs budgets.»

Accessibles

Antoine Deltour affirme avoir pris la décision de démissionner de son job d'auditeur au Luxembourg en 2010 par conviction, alors qu'il était considéré comme un très bon élément chez PwC, au Luxembourg, pour trouver un travail qui faisait à ses yeux «plus de sens». Il travaille aujourd'hui à l'Insee à Nancy.

Comment est-il tombé sur les documents fiscaux qui normalement n'étaient pas accessibles aux auditeurs? Antoine Deltour reste sur sa ligne de toujours: le dossier des rulings était «accessible à tous ceux qui travaillaient chez PwC», souligne-t-il.

Il affirme qu'en 2010, lorsqu'il a quitté le cabinet, il n'avait alors encore aucune idée précise de ce qu'il allait faire des informations piochées chez son ancien employeur. «Je savais que c'était important pour le Luxembourg et pour PwC.»

Le jeune homme reconnaît avoir été «nerveux». Mais il était aussi très conscient de l'importance des documents qu'il ne voulait conserver pour lui-même parce qu'il n'en avait pas les compétences.

«J'assume»

C'est par la suite, quelques mois plus tard, que Deltour sera approché par le journaliste français Édouard Perrin et qu'il acceptera de lui confier les documents qui seront à la base du reportage de Cash Investigation en mai 2012 sur la chaîne France 2.

Le jeune auditeur assure en revanche ne pas avoir eu connaissance de la transmission des dossiers par la suite au Consortium de journalistes d'investigation ICIJ, qui les a mis en ligne sur son site internet. «J'ai découvert que l'ICIJ était en possession des documents», déclare-t-il, ajoutant qu'il avait alors compris qu'il avait contribué à quelque chose d'important ayant aidé à changer les choses.

La perspective de se retrouver devant la justice luxembourgeoise n'a jamais traversé son esprit, indique Antoine Deltour. Il explique qu'il avait espéré que son ancien employeur ne remonte pas jusqu'à lui et puisse identifier l'auteur d'une simple manœuvre de copier-coller, deux ans après les faits. «J'assume l'entière responsabilité de ce que j'ai fait» déclare-t-il, en jugeant toutefois «très agressifs» certains commentaires lus dans la presse luxembourgeoise.

24. Februar 2015, 17:00

Ermittlungen wegen Steuerhinterziehung

Schlag gegen Luxemburg - Razzia bei Commerzbank



Blick auf die Stadt Luxemburg: Banken und Kanzleien im Großherzogtum sollen Deutschen geholfen haben, Steuern zu hinterziehen. (Foto:Imago Stock&People) Bild vergrößern

- Mehr als 150 Staatsanwälte, Steuerfahnder und Kriminalbeamte begannen am Dienstag mit einer ersten Razzia gegen mutmaßliche Steuerbetrüger und ihre mutmaßlichen Luxemburger Helfer.
- Im Zentrum der Razzia stand die Commerzbank. Ihre Zentrale in Frankfurt wurde durchsucht.
- Luxemburg hatte ein Rechtshilfeersuchen deutscher Strafverfolger abgelehnt.

Von Bastian Brinkmann, Hans Leyendecker, Bastian Obermayer und Klaus Ott

Das Großherzogtum Luxemburg steht im Mittelpunkt einer neuen großen Steueraffäre. Nach Recherchen von Süddeutscher Zeitung, NDR und WDR begannen mehr als 150 deutsche Staatsanwälte, Steuerfahnder und Kriminalbeamte am Dienstag mit einer ersten Razzia gegen mutmaßliche Steuerbetrüger sowie ihre mutmaßlichen Luxemburger Helfer. Die Aktion war monatelang vorbereitet worden.

Im Zentrum der Razzia stand die Commerzbank. Strafverfolger und Fahnder durchsuchten die Zentrale in Frankfurt. Mitarbeiter der Luxemburger Tochter der Commerzbank stehen im

Verdacht, in großem Maßstab Beihilfe zur Steuerhinterziehung geleistet zu haben. Schwerpunkte der Durchsuchungen waren das Rheinland, Hessen und Rheinland-Pfalz. Die Staatsanwaltschaft Köln ermittelt in mehreren hundert Fällen wegen Steuerhinterziehung und Beihilfe zur Steuerhinterziehung. In einigen Verfahren geht es auch um den Verdacht der Geldwäsche.

Luxemburg lehnte Rechtshilfeersuchen ab

Die Commerzbank erklärte, es handele sich um "Altfälle", die man selbst untersuchen werde. Man kooperiere mit den Ermittlern. Die ursprünglich für Dezember geplante Aktion war verschoben worden, weil die Generalstaatsanwaltschaft in Luxemburg ein Rechtshilfeersuchen deutscher Strafverfolger abgelehnt hatte. Die deutschen Strafverfolger wollten einen Luxemburger Vermögensverwalter durchleuchten, der eine wichtige Rolle spielt.

Nordrhein-Westfalens Finanzminister Norbert Walter-Borjans (SPD) wirft Luxemburg mangelnden Willen vor, diesen Fall gemeinsam aufzuklären. Die Luxemburger Generalstaatsanwaltschaft erklärte, man brauche mehr Informationen aus Deutschland.

Die Affäre dreht sich um fragwürdige Offshore-Geschäfte. Luxemburger Banken, Vermögensverwalter und Anwälte sollen weltweit Tausenden Klienten geholfen haben, Vermögen in Briefkastenfirmen in Panama und anderswo zu verstecken und so den Fiskus zu betrügen. Schätzungen zur Höhe des Fluchtgeldes reichen von mehreren hundert Millionen bis zu einer Milliarde Euro.

Grundlage des Verfahrens ist ein Datensatz, den die Finanzbehörden in NRW für fast eine Million Euro gekauft haben. Die Unterlagen, die zu der Razzia führten, sind nur ein kleiner Teil einer weitaus größeren Datenmenge, die der SZ vorliegt. Diese Sammlung betrifft Tausende Offshorefirmen und ihre wahren Eigentümer aus aller Welt.

Der Datenbestand umfasst Zigtausende Seiten mit geheimen Verträgen und Urkunden sowie mehr als hunderttausend vertrauliche E-Mails. Die Unterlagen stammen von der Mossack Fonseca Group, ein in Panama ansässiger, weltweit agierender Anbieter von Briefkastenfirmen, mit Niederlassungen in 33 Ländern.

Luxemburg war in den vergangenen Monaten bereits wegen der Luxemburg-Leaks-Affäre in den Schlagzeilen. Ein internationaler Zusammenschluss von Medien hatte aufgedeckt, wie Konzerne in Luxemburg ihre Steuerzahlungen auf ein Minimum reduziert hatten. Der heutige EU-Kommissionspräsident Jean-Claude Juncker, der als Premierminister Luxemburgs dieses System mitgetragen hatte, betonte in diesem Zusammenhang stets, dass alle Vereinbarungen legal gewesen seien. Eine EU-Behörde prüft dies gerade.

McDonald's accusé d'évasion fiscale à hauteur d'un milliard d'euros

26 FEB

Le schéma d'optimisation fiscale mis en oeuvre par McDonald's a fait perdre plus d'un milliard d'euros de recettes fiscales aux Etats européens entre 2009 et 2013, au premier rang desquels la France, ont affirmé mercredi trois fédérations syndicales internationales.



Le géant américain de la restauration rapide aurait fait remonter plus de 3,7 milliard d'euros de ses restaurants européens vers sa holding luxembourgeoise McD Europe Franchising. (Photos : AFP)

“McDonald's a délibérément diminué son exposition fiscale en Europe pour un montant total de plus d'un milliard d'euros sur une période de cinq ans”, dénoncent dans un communiqué commun la Fédération syndicale européenne des services publics (EPSU), la Fédération européenne des syndicats de l'alimentation, de l'agriculture et du tourisme (EFFAT) et l'Union internationale des employés de service (SEIU).

Ces trois organisations ont calculé que le géant américain de la restauration rapide a fait remonter plus de 3,7 milliard d'euros de ses restaurants européens vers sa holding luxembourgeoise McD Europe Franchising, qui s'est acquittée de seulement 16 millions d'euros d'impôts dans le Grand duché entre 2009 et 2013. Si ces revenus avaient été imposés dans leurs pays d'origine, McDonald's aurait du verser 1,05 milliard d'euros supplémentaires, principalement au fisc français, dont la perte de recettes est évaluée par les syndicats entre 386,2 et 713,6 millions d'euros, auxquels pourraient s'ajouter entre 308,9 et 570,9 millions d'euros de pénalités.

“Nous demandons à la Commission européenne, aux autorités fiscales nationales, ainsi qu’à la commission spéciale du Parlement européen d’examiner de près les pratiques fiscales de McDonald’s avant de prendre les mesures appropriées”, ont ajouté les trois fédérations.

La Commission européenne a réagi en rappelant que “la lutte contre l’évasion et l’optimisation fiscale est une priorité absolue”, précisant que les résultats de quatre “enquêtes approfondies” sur des régimes de rescrits fiscaux – ou “tax rulings” – au Luxembourg, aux Pays-Bas et en Irlande, doivent être présentés au deuxième trimestre, tandis qu’une nouvelle procédure a été ouverte début février en Belgique.

> **Plainte contre X**

“Reine incontestée de la malbouffe, bien connue pour ses pratiques sociales peu enviables ou son “greenwashing”, l’entreprise révèle ses talents dans l’évitement de l’impôt”, a commenté le président du groupe écologiste au Parlement européen, Philippe Lamberts.

Dans un message adressé à l’AFP, McDonald’s Europe a déclaré “respecter les lois en vigueur, y compris le paiement des taxes dues dans chaque pays” et souligne qu’“en plus des impôts sur les bénéfices, (il) paie d’importantes cotisations sociales et taxes immobilières”.

D’après Gilles Bombard, délégué CGT de la société McDonald’s Ouest Parisien (18 restaurant, près de 1 000 salariés), le total des redevances versées au groupe atteint 19% à 24% du chiffre d’affaires des restaurants, essentiellement au titre des loyers et de l’utilisation de la marque. “Tous les surplus remontent au siège et tous les restaurants sont déficitaires”, de sorte que l’entreprise ne paie pas d’impôt sur les sociétés et qu’“aucun salarié ne touche de participation sur les bénéfices”, a-t-il expliqué.

Pointant une pratique “injuste pour les salariés et pour tous les contribuables qui en subissent le préjudice par ricochet”, il s’est dit “surpris qu’il n’y ait pas de réaction du gouvernement”, alors que McDonald’s est soupçonné d’évasion fiscale depuis plus d’un an.

En janvier 2014, *l’Express* avait indiqué que “les services de Bercy” chiffraient à 2,2 milliards d’euros le montant des revenus soustraits à l’impôt en France par McDonald’s.

L’hebdomadaire avait révélé à cette occasion qu’une perquisition avait eu lieu en octobre 2013 au siège de la filiale française, à Guyancourt (Yvelines). Gilles Bombard a précisé qu’une plainte contre X pour “fraude fiscale” a été déposée en mai 2014 par le comité d’entreprise de McDonald’s Ouest Parisien. Le parquet de Versailles a par la suite ouvert une enquête préliminaire en décembre.

Contacté, le ministère des Finances et des Comptes publics n’a pas souhaité communiquer sur le sujet, au nom du secret fiscal.

PAPERJAM
YVES BOUVIER

Le roi des ports francs soupçonné d'escroquerie

AKTUELL07:04 27 FEB Par Véronique Poujol



Yves Bouvier saluant le Grand-Duc Henri lors de l'inauguration du Freeport en septembre dernier.

(Photo: Freeport.lu)

L'homme d'affaires suisse Yves Bouvier et deux de ses compatriotes, un couple suisse résidant à Monaco, soupçonnés d'escroqueries à l'encontre du milliardaire russe et président de l'AS Monaco Dmitry Rybolovlev, ont été placés en garde à vue à Monaco.

Yves Bouvier, l'un des promoteurs du Freeport du Findel, est soupçonné d'avoir vendu des dizaines de tableaux de grands maîtres (Picasso, Modigliani, Gauguin, Degas, Léonard de Vinci) à la famille de l'oligarque russe Dmitry Rybolovlev à des prix possiblement exagérés ou avec de faux documents, selon le Parquet monégasque, cité par l'AFP.

«Une enquête a été lancée par les autorités judiciaires monégasques contre Yves Bouvier, l'une des personnes les plus célèbres du monde de l'art», a fait savoir l'avocate du milliardaire dans un communiqué de presse, ajoutant que la famille Rybolovlev, qui a travaillé pendant 10 ans avec celui qui est présenté comme les «roi des ports francs», avait reçu «une information sur une possible fraude et une manipulation des prix du marché de l'art par M. Bouvier et ses complices».

Tableaux de maîtres

Ses complices, un couple suisse résidant à Monaco, sont soupçonnés d'avoir joué les intermédiaires avec la famille dans les ventes de tableaux, selon le procureur.

Les trois ressortissants suisses ont été placés en garde à vue mercredi.

Yves Bouvier est le patron de Natural Le Coultre, société familiale suisse spécialisée dans l'entreposage et les services pour œuvres d'art. Il est également un grand locataire des ports francs genevois, qui sont la propriété du canton de Genève.

Yves Bouvier a transposé son modèle d'affaires de ports francs dans l'enclave du port franc du Findel Luxembourg. Le Freeport est exploité par la société The Luxembourg Freeport Management Company, qui a pour actionnaire Natural Le Coultre Luxembourg. Outre Yves Bouvier, les trois autres administrateurs sont le Français Olivier Thomas, le Suisse Franco Momente et le Luxembourgeois David Arendt.

INTERNATIONAL/REGIONAL NEWS



BLANCHIMENT DE FRAUDE FISCALE
17 février 2015 12:53; Act: 17.02.2015 13:00

Trois ex-dirigeants d'UBS visés par un mandat d'arrêt

Des juges français ont lancé des mandats d'arrêt contre trois ex-dirigeants de la banque en Suisse.



Les trois dirigeants étaient chargés jusqu'à la fin des années 2000 de la gestion pour l'Europe de l'Ouest et pour la France. (photo: AFP)

Trois anciens dirigeants d'UBS sont visés par un mandat d'arrêt délivré par des juges français qui ont inculpé la banque pour blanchiment aggravé de fraude fiscale et l'ont soumise à une caution record, 1,1 milliard d'euros, a appris mardi l'AFP de sources concordantes. Dans cette enquête, la banque est soupçonnée d'avoir participé à un système de démarchage illégal de riches clients français pour qu'ils ouvrent des comptes en Suisse, à l'insu du fisc. Les juges d'instruction ont délivré ces mandats d'arrêt en janvier, car les trois anciens dirigeants n'avaient pas répondu à une convocation, a précisé une source judiciaire.

Implantés en Suisse, ces trois ex-dirigeants étaient jusqu'à la fin des années 2000 chargés de la gestion de fortune pour l'Europe de l'Ouest pour l'un d'entre eux, et pour la France pour deux d'entre eux, a indiqué une source proche du dossier. Les juges voulaient les entendre sur leur responsabilité dans un système présumé de

démarchage. Après avoir été mise en examen en juin 2013 pour «démarchage illicite», UBS a été inculpée à l'été 2014 pour blanchiment aggravé de fraude fiscale sur la période 2004-2012. Les juges ont alors fixé la caution à 1,1 milliard d'euros, une somme inédite et contestée en vain par la grande banque devant la Cour d'appel de Paris puis la Cour de cassation.

L'enquête avait pu être lancée grâce à la dénonciation d'anciens salariés. L'une des pièces clé du dossier est une note anonyme transmise à l'Autorité de contrôle prudentiel (ACP) qui détaille un système de double comptabilité, consigné par écrit ou sur un fichier informatique. Ce système permettait de noter les ouvertures de comptes non déclarées en Suisse réalisées par des commerciaux en France. Il aurait permis de ne pas laisser de trace officielle, tout en garantissant un calcul discret des bonus des chargés d'affaires pour leurs opérations en France.

(L'essentiel/AFP)

TTIP under pressure from protestors as Brussels promises extra safeguards

Cecilia Malmström, EU trade commissioner, to rework key areas of deal in response to fears it could be used by US corporations to undermine NHS



European Commissioner for Trade Cecilia Malmström speaks at a public meeting on the TTIP EU/US free trade deal, at Europe House, in Westminster, London. Photograph: Dominic Lipinski/PA

Phillip Inman and Larry Elliott

Thursday 19 February 2015 13.39 GMT
Last modified on Thursday 19 February 2015 14.13 GMT

Brussels is promising to include extra safeguards in the [transatlantic trade deal](#) under discussion with the US, following protests by trade unions and anti-poverty campaigners.

Cecilia Malmström, the EU's trade commissioner, said she planned to rework key areas of the Transatlantic Trade and Investment Partnership agreement in response to fears the deal could be used by US corporations to win health service contracts and undermine the NHS.

In an interview with the Guardian, she said courts that would arbitrate in-camera on corporate disputes needed to give US multinationals only a limited possibility of winning compensation if governments were to cancel privatisations or award public contracts to in-house bids.

More than 97% of respondents to an official EU survey voted against the [TTIP](#) deal after Barack Obama, the US president, and the 29 heads of EU governments backed proposals last year.

The vote came after a campaign by trade unions and charities warning the deal would allow US private health companies to bid for contracts in [Europe](#) and appeal to secret arbitration courts if they lost. US multinationals could also use the courts to challenge government policies that damaged their profits, campaigners said.

A dispute in Australia between Philip Morris, the maker of Marlboro cigarettes, and the government over a move to plain paper packaging, which has dragged on for three years without resolution, is often cited as an example of an aggressive US multinational using arbitration under a similar trade deal to block reforms.

Malmström warned that limiting the scope of the investor-state dispute settlement (ISDS) service would be difficult to achieve but she gave a categorical commitment that publicly-funded health services would be explicitly excluded from a TTIP agreement.

She said: “We need to see if there is a possibility to reform them in a modern way. So there is only a limited possibility for targeted cases for investors to have their investments protected.”

She said the courts should be more transparent “to protect against abuses and have a “very strict code of conduct for arbitrators”.

Malmström said: “Is it possible to achieve a state-of-the-art ISDS like this to replace all the 1400 agreements in the European Union with China and the rest? I don’t know, but we are going to try.”

She was unable to say when a revised dispute resolution system would be ready for campaigners to see and would not say whether it would be included in the final draft of the trade deal, expected at the end of the year.

She said: “It is too early to say. We haven’t debated yet whether ISDS should be in the agreement. We haven’t had a council of ministers to discuss it since all the representations.”

According to legal advice given to the United Kingdom it would not be possible for Malmström to devise a form of words excluding public services from trade disputes. Kyriaki-Korina Raptopoulou, an expert in EU law, warned that without an explicit exclusion, NHS contracts could be disputed in ISDS’s secret courts. She added a warning that TTIP would “promote the risk of suppressing future healthcare legislation.”

Malmström is under pressure from EU leaders to find a compromise that not only satisfies protesters but can also be a template for future trade deals.

She is clearly exasperated at EU leaders who have told her to secure the TTIP while publicly siding with objectors in their home countries.

“The fact is that ministers come to Brussels and they sit around the table and say this is a good thing and we encourage the commission to finalise it by the end of 2015 – go on hurry up. And they go home to their countries and say ‘well, I’m not really sure of the benefits’,” she said.

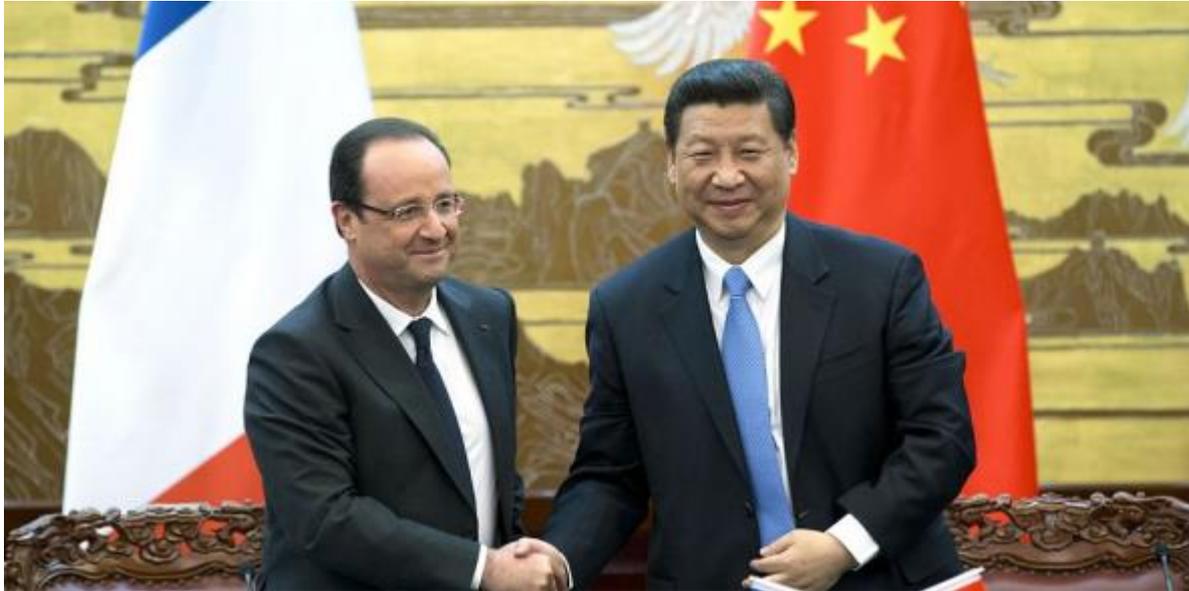
A member of the Swedish liberal party, a small grouping in the Stockholm parliament, Malmström is socially liberal but fiscally conservative. Before taking the trade portfolio last year she was commissioner responsible for security and made waves with a call for greater protections against the trafficking of children.

But when talking about the general benefits of a US/EU trade deal, it is her free-market outlook that comes to the fore. She conceded that skilled workers were the main beneficiaries, but that the trickle-down effect would bring benefits to those with lower skills.

Malmström said: “Generally export-related jobs tend to be more qualified jobs and so benefit skilled workers, but we hope the whole chain will improve so the whole production line will benefit. Of course there are some countries that will benefit more than others. TTIP is not the only answer but it is part of the answer.”

It is this emphasis on the role of the global market for jobs that has persuaded some campaigners to demand that TTIP be thrown out altogether. When the deadline for a draft agreement is the end of this year and a signature from all heads of state, including the outgoing US president, must be inked by next spring, the deal may already be on life-support.

Corruption : quand les autorités chinoises déstabilisent les multinationales



François Hollande et le président chinois Xi Jinping (Crédits : Reuters)
Neal Beatty | 24/02/2015, 16:37

La lutte contre la corruption vis toutes les entreprises en Chine, y compris les multinationales qui pouvaient se croire, naïvement, non concernées. par Neal Beatty, directeur régional Chine de Control Risks

L'année de la Chèvre qui commence ne marque visiblement pas d'inflexion dans la campagne anti-corruption historique et inédite lancée par le gouvernement chinois il y a quelques mois... Au total, 68 hauts responsables du Parti communiste chinois, dont le maire de Nankin, 72 000 cadres de plus bas niveau et quinze généraux ont été arrêtés ces derniers mois en Chine. Le président Xi Jinping, a déclaré vouloir s'attaquer aux « tigres comme aux mouches ». Les « tigres » sont les hauts responsables qui se sont enrichis à millions via la corruption. Quant aux « mouches », ne sont que de petits fonctionnaires qui se font payer pour accélérer des procédures ou attribuer un poste.

Les multinationales mises en cause

Dégâts collatéraux de cette croisade ; les multinationales étrangères soupçonnées au même titre que les entreprises locales. Le cas de Glaxo SmithKline a fortement marqué les esprits, la filiale locale du groupe ayant condamnée à régler une amende record de 500 millions de dollars et cinq de ses dirigeants ont été condamné à des peines d'emprisonnement avec sursis. Mais les autorités chinoises ont depuis lancé des enquêtes ou demandé des renseignements à bien d'autres sociétés pharmaceutiques (notamment AstraZeneca, Roche, Bayer, Eli Lilly et Novartis).

Le secteur financier, dernière victime

Le secteur financier est la dernière victime en date, après le secteur pétrolier et la télévision publique. Ces dernières semaines des enquêtes ont été lancées visant les dirigeants de plusieurs grandes institutions financières, dont les banques de Pékin et de Minsheng. D'autres ont été sévèrement condamnés, à l'instar de l'ancien vice-président de la Chinese Agriculture Bank qui a écopé d'une peine de prison à vie. Les agents du gouvernement déployés à travers le pays appliquent avec toujours plus de rigueur l'arsenal réglementaire en vigueur, des mesures de droit de la concurrence aux dispositions fiscales en passant par la protection de l'environnement. Quand une investigation est lancée, elle se termine souvent par le cauchemar absolu des cadres dirigeants en Chine : un séjour dans les geôles du régime pour des méfaits commis par leurs subordonnés ou leurs partenaires commerciaux.

Ce nouvel état de fait accroît la pression sur les sociétés pour s'assurer que leurs employés et partenaires respectent les lois. Lois souvent laissées à l'interprétation des autorités locales.

Les multinationales décalées

Il est très surprenant qu'en dépit de ce nouveau contexte, certaines multinationales continuent à limiter leur approche de la lutte anticorruption aux législations anglo-saxonnes, telles que le FCPA américain (*Foreign Corrupt Practices Act*) ou le *Bribery Act* britannique. Trop souvent, des formateurs font le voyage depuis un siège occidental pour faire des présentations détaillées, en général en anglais, devant une audience en grande majorité chinoise. Or la barrière de la langue limite la compréhension des conséquences d'éventuelles mesures coercitives décidées par des gouvernements étrangers. Autant se l'avouer, le FCPA ne signifie pas grand-chose pour un employé chinois qui a des objectifs commerciaux ambitieux à atteindre. Le comportement de son supérieur direct est bien plus déterminant : valorise-t-il davantage le fait de vendre à tout prix ou le fait de vendre dans le respect des règles ? Dans la seconde hypothèse, comment procéder concrètement ? Les salariés ont-ils les moyens d'atteindre leurs objectifs de la bonne manière ?

Adopter des pratiques commerciales durables

Certaines sociétés plus volontaristes, de plus en plus nombreuses, travaillent avec des collaborateurs en contact direct avec le terrain, pour comprendre comment vendre dans des environnements où la corruption reste malgré tout très présente. Les stratégies de ventes ne sont désormais plus définies dans un cadre pur et parfait qui n'existe pas, mais s'adaptent au défi que représente l'acheminement de biens et de services vers le marché chinois.

Mais même si le gouvernement accentue fortement la pression contre la corruption, les pratiques et méthodes du monde des affaires dans un pays aussi complexe ne changeront pas aussi rapidement qu'il le souhaiterait avec sa campagne. La croissance qui ralentit sur les marchés de province pourrait pousser certaines entreprises à fixer des cibles de vente difficiles à atteindre à moins de procéder « à l'ancienne ». Le défi qui se pose en Chine est d'adopter des pratiques commerciales durables qui tiennent compte des changements de l'environnement réglementaire, en répondant aux problèmes opérationnels quotidiens.

La dénonciation des prétendus méfaits

La distance peut également fausser la compréhension des difficultés locales. Vu du siège, il est essentiel de soutenir l'équipe dirigeante en prise avec le terrain chinois et dont les

membres sont susceptibles d'être mis en cause personnellement. Même avec le meilleur des programmes de conformité au monde, les questions d'intégrité se posent fréquemment. Donc un taux élevé d'activité sur la ligne d'assistance dédiée aux questions de conformité, est un indicateur positif. A l'inverse, le silence radio est plutôt inquiétant. Les employés sont peu enclins à donner l'alerte, sauf s'ils peuvent s'attendre à une réaction ferme de l'entreprise, et si leurs intérêts personnels sont menacés.

Des risques d'une autre nature peuvent se poser : en Chine des différends commerciaux ou même des litiges de travail peuvent être suivis de menaces de dénonciations des prétendus méfaits aux autorités. Et elles portent désormais un intérêt très marqué aux allégations ; une simple fuite transmise aux autorités appropriées sur un fait daté peut ainsi suffire pour qu'une enquête soit déclenchée. En cas de conflit ou de restructuration (pouvant conduire à la rupture d'un contrat avec un partenaire commercial ou à une réduction des effectifs), il ne faut pas négliger le risque de représailles de la part des parties lésées.

La Chine demeure un marché très prometteur pour beaucoup de sociétés étrangères et n'est pas l'environnement de travail le plus difficile. Les difficultés existent cependant : les entreprises doivent prendre en considération les changements à l'œuvre et anticiper dès maintenant les conséquences pour leurs activités des efforts du gouvernement chinois pour renforcer l'application de la réglementation.